DEPARTEMENT DU LOT

_____

SYNDICAT
DES EAUX
DU SUD EST DU LOT

_____

Place de la Mairie
46 260 VARAIRE

_____

COMPTE-RENDU
DU COMITE SYNDICAL
DU 16 DECEMBRE 2024

Le seize décembre deux mille vingt-quatre à 9 heures 30, les membres du Comité Syndical, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de St Hilaire-Lalbenque sous la présidence de Monsieur Didier PECH.

Présents (18) : Mmes et MM AILLET Jean-Marie, ALIBERT-SENS Charles-Louis, AYMARD Marcel, CONTE Christian, COUPY Daniel, COURDESSES Pascal, CUBAYNES Jean-Claude, ESTIVAL René, FIGEAC Francis, FOLICHON Michèle, FONT Corinne (suppléante VALETTE Roselyne), GENET Mylène, GOURGOU Jean-Pierre, ISSALY Jacques, MONTAGNE Yannick, PECH Didier, PRADEL Jean-Claude (suppléant de WAGNER Marie-France), RICARD Nathalie (suppléante MAROT Michel).

Absents représentés (0) :

Absents excusés (10) : Mmes et MM CAMMAS Francis, CUBAYNES Christian, GROUWET Pascal, HAUVETTE Alix, MASSY Christian, MENOUX Ludovic, MORICE Pierre, NODARI Sébastien, ORTALO-MAGNE André, TRAVERSAC David.

Absents (7) : Mme et MM. DECREMPS Frédéric, DELLER Martine, DENOU Jérôme, HEBRARD Laurent, NOUVIALE Arnaud, TARDY Michel, VIDAL Jean-Claude.

Monsieur Jean-Claude CUBAYNES est désigné en tant que secrétaire de séance.

1. Budget Eau Potable : décision modificative n°2

Monsieur le Président informe le Comité Syndical, qu'il convient :

- d'augmenter les crédits de l'opération n° 2-116 « réservoir de Quercy » d'un montant de 29 361 euros, afin de compenser la révision des prix sur le marché,
- d'augmenter les crédits de l'opération « renouvellement Nouelles-Escamps » de 20 000 euros pour atteindre le montant du marché signé (erreur sur le premier acte d'engagement),
- d'augmenter les crédits de l'opération « marché à bons de commande 2022-2025 » pour un montant de 30 000 €.

Ces crédits seront compensés par l'attribution d'une subvention de l'Agence de l'Eau sur le schéma directeur d'un montant de 79 361 €.
Ce qui donne la décision modificative suivante :

	Imputation budgétaire	**Dépenses**		**Recettes**	
		Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENTS					
Op 30 schéma directeur	13111				79 361.00 €
Op 2-116 Réservoir de Quercy	2315		29 361.00 €		
Op 34 Renouvellement Nouelles-Escamps	2315		20 000.00 €		
Op 18 marché à bons de commande	2315		30 000.00 €		
TOTAL INVESTISSEMENTS		**0 €**	**79 361.00 €**	**0 €**	**79 361.00 €**
Total Général		**79 361.00 €**		**79 361.00 €**	

Le comité syndical, décide à l'unanimité de valider la décision modificative n°2 du budget eau potable tel que présenté ci-dessus.

2. Election membres Commission Concession Service Public (CCSP)

Monsieur le Président soumet à l'Assemblée Délibérante le rapport suivant,

Dans le cadre des procédures de délégation de service public, le Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions légales (art L.1411-5), prévoit la création d'une Commission spécifique compétente amenée à se réunir au minimum :

- pour l'ouverture des plis de candidatures et la sélection des candidats,
- pour l'ouverture des plis contenant les offres et l'enregistrement des pièces de celles-ci,
- pour l'examen des offres et la rédaction d'un avis sur la (les) entreprise(s) ayant soumissionné.

Monsieur le Président rappelle que cette Commission de Concession de Service Public relative à la délégation de service public du territoire Belfort – Montdoumerc et de l'Iffernet est composée de 5 membres de l'assemblée délibérante titulaires et 5 membres suppléants.
Les membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Cette commission est présidée par Monsieur le Président ou son représentant.

CONSTAT DE DEPOT DES LISTES :

L'unique liste déposée dans les conditions fixées par délibération antérieure est la suivante :

Liste 1

Titulaires	Suppléants
1. CUBAYNES Jean-Claude	1. AYMARD Marcel
2. FIGEAC Francis	2. AILLET Jean-Marie
3. MAROT Michel	3. DELLER Martine
4. MENOUX Ludovic	4. FOLICHON Michèle
5. NODARI Sébastien	5. GROUWET Pascal

Il est procédé au scrutin :

Nombre de votants : 18
Suffrage exprimé : 18
Nombre de voix : Liste 1 : 18

Le Conseil Syndical élit, pour le mandat de l'Assemblée Délibérante :

Membres titulaires :	Membres suppléants :
1. CUBAYNES Jean-Claude	1. AYMARD Marcel
2. FIGEAC Francis	2. AILLET Jean-Marie
3. MAROT Michel	3. DELLER Martine
4. MENOUX Ludovic	4. FOLICHON Michèle
5. NODARI Sébastien	5. GROUWET Pascal

3. Débat d'Orientation Budgétaire 2025

Selon l'article L.5211-36 du CGCT qui précise que les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, doivent appliquer l'article L2312-1 du CGCT qui stipule entre autres : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat [….]. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Après présentation par Monsieur le Président des orientations budgétaires qu'il souhaite donner aux budgets de l'eau et de l'assainissement collectif, le comité syndical adopte, à l'unanimité, les orientations générales du budget pour 2025 telles que proposées.

4. Création budget annexe siège

Le Président propose au comité de créer un budget annexe pour la construction du siège afin de bien distinguer l'opération. C'est sur ce dernier que seront perçus les loyers du délégataire par la suite.

Il dit attendre la confirmation de la norme à appliquer de la part de la Trésorerie mais souhaite recevoir l'avis du comité.

Le comité syndical, après en avoir délibéré décide à l'unanimité la création d'un budget annexe pour le siège et autorise Monsieur le Président à accomplir les formalités nécessaires.

5. Prix de l'eau 2025

Monsieur le Président rappelle au comité syndical qu'il avait été décidé suite à la fusion, chaque syndicat ayant des tarifs différents, de lisser le prix sur 10 ans, soit 2030, date où un seul contrat de délégation sera négocié pour l'ensemble du syndicat ; l'harmonisation totale étant impossible avant cela.

En 2022, en raison du contexte inflationniste et de la hausse des coûts des matières premières, il avait été décidé de revoir cette stratégie notamment afin de pouvoir autofinancer le renouvellement de réseau dans les années à venir.

Au vu du débat d'orientation budgétaire qui vient d'avoir lieu, Monsieur le Président propose d'augmenter de 4 % les tarifs du secteur Bournac, et d'augmenter de 4 % également ceux des secteurs Belfort Montdoumerc et Iffernet tout en maintenant le lissage.

Ce qui donne les tarifs suivants pour 2025 :

	Belfort-Montdoumerc	**Bournac**	**Iffernet**
Abonnement part syndicale	63.36 €	75.74 €	71.74 €
m^3 part syndicale	0.82 €	0.95 €	0.78 €

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et le débat d'orientation budgétaire auparavant, décide à l'unanimité de valider les tarifs ci-dessus pour l'année 2025.

6. Prix de l'assainissement collectif 2025

Monsieur le Président rappelle au comité syndical que du fait de la fusion le prix de l'assainissement est différent sur les anciens secteurs.

Suite au travail qui a été effectué avec le bureau l'an passé, le comité avait alors décidé de faire converger tous les tarifs vers un seul par un lissage sur 10 ans en prenant comme référence le tarif de la part syndicale du secteur du Bournac qui comprends 16 villages assainis soit 1100 abonnés (les 2/3 du SESEL).

Il rappelle qu'il avait été convenu que chaque année les prix soient rediscutés en comité sur la base de ce lissage.

Vu la présentation des futurs besoins d'investissement d'ici 2030 et malgré l'inflation actuelle, le syndicat n'a pas besoin de prévoir d'augmentation supplémentaire au lissage initialement décidé.

Monsieur le Président propose donc pour 2025 les prix de l'assainissement suivants :

Commune de Belfort du Quercy (Régie) :
- abonnement : **82.10 € HT** (ancien tarif 77.94 € HT)
- prix du m^3 consommé : **0,93 € HT** (ancien tarif 0,90 € HT)

Commune d'Esclauzels (Régie) :
- abonnement : **146.50 € HT** (ancien tarif 155.20 € HT)
- prix du m^3 consommé : **1.74 € HT** (ancien tarif 1.87 € HT)

Commune de Lalbenque (Régie) :
- abonnement : **74.28 € HT** (ancien tarif 68.55 € HT)
- prix du m^3 consommé : **0,90 € HT** (ancien tarif 0,87 € HT)

Commune de Montdoumerc (Régie) :
- abonnement : **99.00 € HT** (ancien tarif 98.20 € HT)
- prix du m^3 consommé : **0,98 € HT** (ancien tarif 0,96 € HT)

Secteur du Bournac (part syndicale) :
- abonnement : **103 € HT** (ancien tarif 103 € HT)
- prix du m^3 consommé : **1,07 € HT**(ancien tarif 1,07 € HT).

Après en avoir pris connaissance et en avoir délibéré, le Comité Syndical adopte, à l'unanimité, l'augmentation au 1er janvier 2025 tel que présentée ci-dessus.

7. Contre-valeurs performance agence de l'eau 2025 – Eau Potable

Le Comité syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1er janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes

d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1er janvier 2025,

Vu la délibération n°DL/CA/24-49 du 10 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'eau potable secteur Bournac passé entre le SESEL et SAUR entré en vigueur le 01/01/2020 et notamment son article 75 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité) ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'eau potable secteur Iffernet passé entre le SESEL et VEOLIA entré en vigueur le 01/07/2013 et notamment son article 8.3 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité) ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'eau potable secteur Belfort Montdoumerc passé entre le SESEL et SAUR entré en vigueur le 01/01/2016 et notamment son article 58 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité) ;

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1er janvier 2025 par :

- *une redevance « consommation d'eau potable » dont :*

- le tarif est fixé par l'agence de l'eau Adour-Garonne ;
- le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
- l'assiette est le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation). Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- *et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.*

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Adour-Garonne ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;

- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;

- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,32 €HT/m^3 pour l'année 2025.
Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,35 €HT/m^3 pour l'année 2025.
Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à **0,2** pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année).
Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrevaleur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.
Considérant qu'il appartient au délégataire de l'eau potable de facturer et d'encaisser auprès des usagers ces suppléments au prix du mètre cube d'eau vendu et de reverser au Syndicat des Eaux du Sud-Est du Lot les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat ;
Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des réseaux d'eau potable » constitue un élément du prix du service public de l'eau potable doit donc être assujetti à la TVA au taux réduit de 5,5%,
Considérant que, conformément aux instructions de la Direction de la législation fiscale, le reversement à la collectivité des sommes encaissées par le concessionnaire « *intègre nécessairement l'assiette de la TVA en tant qu'élément du prix du service de mise à disposition des infrastructures délivré par la commune ou l'établissement public au délégataire privé », il doit être assujetti comme le reversement de la « part collectivité » au taux normal de TVA de 20%,*

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide à l'unanimité :

- De fixer à 0,07 € HT /m^3 la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1er janvier 2025,

- Que cette contrevaleur de la redevance « performance des réseaux d'eau potable » est facturée et encaissée auprès des abonnés au service public de l'eau potable et reversée à la collectivité conformément au contrat passé avec le délégataire.

8. Contre-valeurs redevances performance agence de l'eau 2025 – Assainissement Collectif

Le Comité syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1er janvier 2025.

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1er janvier 2025 ;

Vu la délibération n° DL/CA/24-49 du 10 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'assainissement passé entre le SESEL (secteur Bournac) et la SAUR entré en vigueur le 01/01/2020 et notamment son article 85 (relatif au recouvrement et au reversement de la part collectivité de la redevance assainissement) ;

Vu la convention de mandat en date du 01/01/2020 conclue entre SAUR et le SESEL sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement (part collectivité) par SAUR qui facture conjointement l'eau et l'assainissement sur les communes de Belfort-du-Quercy et Montdoumerc, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au BOFIP-GCP-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J) ;

Vu la convention de mandat en date du 01/01/2020 conclue entre VEOLIA et le SESEL sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement (part collectivité) par VEOLIA qui facture conjointement l'eau et l'assainissement sur les communes de Lalbenque et Esclauzels, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au BOFIP-GCP-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J) ;

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1er janvier 2025 par :

- une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.
- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Adour-Garonne ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance

maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).

- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé à 0,35 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025 ;

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année) ;

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrevaleur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie ;

Considérant qu'il appartient à SAUR ou VEOLIA de facturer et d'encaisser auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et de reverser au Syndicat, les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement ;

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des systèmes d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10% ;

Considérant que, conformément aux instructions de la Direction de la législation fiscale, le reversement à la collectivité des sommes encaissées par le concessionnaire au titre de ce supplément de prix « *intègre nécessairement l'assiette de la TVA en tant qu'élément du prix du service de mise à disposition des infrastructures délivré par la commune ou l'établissement public au délégataire privé », il doit être assujetti comme le reversement de la « part collectivité » au taux normal de TVA de 20% ;*

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide à l'unanimité :

- De fixer à 0,105 €HT /m3 la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1er janvier 2025
- Que cette contrevaleur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et encaissée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée au syndicat, au titre de sa compétence pour le traitement des eaux usées, selon les modalités déterminées dans le contrat et les conventions de mandat d'encaissement.

9. Siège : Avant-Projet Définitif

Monsieur le Président présente au comité syndical l'Avant-Projet Définitif pour le siège du syndicat.

Le projet est estimé à 1 410 000 euros HT, dont 1 230 000 € de travaux suivis par l'architecte, avec le plan de financement suivant :

- Aide D.E.T.R (25 %) : 352 500 €
- Emprunt (75 %) : 1 057 500 €

Le Comité Syndical, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président, décide avec 17 voix pour et une abstention :

- De valider l'Avant-Projet Définitif pour le montant de travaux,
- D'autoriser Monsieur le Président à en suivre l'exécution et à accomplir les formalités nécessaires,
- D'autoriser Monsieur le Président à demander les subventions,
- D'autoriser Monsieur le Président à consulter les banques et accomplir les formalités nécessaires à la souscription d'un emprunt.

10. Interconnexion Iffernet / Bournac : nouvelle demande DETR

Sans objet

11. Dépenses inférieures à 10 000 €

Ci-dessous est présentée la liste des commandes inférieures à 10 000 € HT signées par le Président depuis le dernier comité, comme prévu dans la délibération 2020/51.

DATE	MONTANT DEVIS HT	CHANTIER	COMMUNE	ENTREPRISE
15/11/2024	1 340.00	BROYAGE CHANTIER	LARNAGOL	GILES NICOLAS
18/11/2024	104.00	2 VESTES + 2 POLOS BRODES SESEL – TECHNICIEN		SPORTCO
22/11/2024	139.80	ONDULEUR POSTE SECRETAIRE		HELLO RSE
25/11/2024	2 634.80	COUYBA MARIE PIERRE – REPRISE BRANCHEMENT	AUJOLS	VEOLIA
26/11/2024	2 992.50	15 TAMPONS LOGO SESEL		MTP
26/11/2024	4 248.90	15 TAMPONS + 30 BCH + 30 JOINTS BRANCH		MTP
29/11/2024	7 950.00	SONDAGES TERRAIN AVP SIEGE	CONCOTS	SOLINGEO
29/11/2024	2 000.00	SONDAGES TERRAIN PRO SIEGE	CONCOTS	SOLINGEO
06/12/2024	1 150.00	ABATTAGE CHENE STATION POMPAGE	CREGOLS	CTS
06/12/2024	4 100.00	ABATTAGE ARBRES + BROYAGE RESERVOIR	LALBENQUE	CTS

06/12/2024	**650.00**	**ABATTAGE PEUPLIER STEP**	**TOUR DE FAURE**	**CTS**
06/12/2024	**4 800.00**	**ABATTAGE ARBRES + BROYAGE STEP**	**ST CIRQ LAPOPIE**	**CTS**

12. Informations et questions diverses

- Réservoirs de Quercy

Monsieur le Président indique que le chantier des réservoirs de Quercy est en attente du branchement électrique est décalé en janvier. Il restera ensuite les essais et la clôture pour une mise en service début février.

- Renouvellement du réseau à Lugagnac

Monsieur le Président informe que les travaux de renouvellement du réseau d'eau à l'occasion de travaux pour l'électricité, dans le bourg de Lugagnac se terminent.

- Travaux de raccordement de Terride (Belfort) au réseau du SIEACA

Monsieur le Président informe que les travaux de raccordement du secteur de Terride sur la commune de Belfort-du-Quercy sont terminés. Cette modification du réseau permet de supprimer le surpresseur des Hebrads qui ne fonctionnait pas bien.

- Renouvellement du réseau à Escamps

Monsieur le Président informe que les travaux de renouvellement du réseau d'eau sur la commune d'Escamps débutent pour environ 4 mois.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée aux alentours de 12 h00.